

CULTURE

Ministère de la Culture et de la Communication. Conseil de la recherche. Supplément de la Lettre d'information paraissant cinq fois par an.

CALENDRIER

RENCONTRES

27 JANVIER 1988

Pratiques rituelles et vie politique. Séminaire organisé par l'office départemental d'action culturelle de l'Hérault consacré au « Langage des pratiques rituelles et contemporaines ». *Renseignements* : ODDACH, Château d'O, 857, rue de Saint-Priest, 34080 Montpellier. Tél. : 67.84.68.85.

26/29 JANVIER 1988

PAO 88, premier salon international de l'édition et de la composition électroniques, se tiendra dans le cadre des journées « Infopro 88 », Porte de Versailles. *Renseignements* : Infopromotions. Tél. : 43.44.35.97.

3/5 FEVRIER 1988

IMAGINA, 7^e forum international des nouvelles images de Monte-Carlo, Centre de congrès, Auditorium de Monte-Carlo. Organisé par le festival international de télévision de Monte-Carlo, 2a, bd des Moulins, Monte-Carlo, MC - 98000 Monaco. Tél. : 93.30.87.01 et l'institut national de l'audiovisuel, Tour Gamma A, pièce 458, 193-197, rue de Bercy, 75012 Paris.

18 FEVRIER 1988

The age of Chivalry : the technics and conservation of english gothic art. *Renseignements* : Wall paintings department of the Courtauld, Institute of Art, 41 Gordon square, London WC1 OPA.

22/26 FEVRIER 1988

10^e festival international du film scientifique, Bruxelles (Belgique). *Renseignements* : Université libre de Bruxelles, CP 165, avenue F.D. Roosevelt, 50, B - 1050 Bruxelles.

5, 12, 19 MARS 1988

Meeting of the wallpaper history society. *Renseignements* : Merryl Huxtable, Prints and Drawings, conservation department, Victoria and Albert Museum, London SW7 2 RL.

9 MARS 1988 et 27 AVRIL 1988

Ritualisation de la vie quotidienne. Séminaire organisé par l'office départemental d'action culturelle de l'Hérault consacré au « Langage des pratiques rituelles et contemporaines ». *Renseignements* : ODDACH, Château d'O, 857, rue de Saint-Priest, 34080 Montpellier. Tél. : 67.84.68.85.

14/15 AVRIL 1988

Modern organic materials meeting, à Edimburg. *Renseignements* : Linda Eaton, Royal Museum of Scotland, York buildings, Queen street, Edimburg EH2 1 JD.

27-28 AVRIL 1988

Textiles for the archeological conservation. AGM of archeological section, à York (Grande-Bretagne). *Renseignements* : Sonia O'Connor, York archeological trust, conservation laboratories, Galmanhoe Lane, Marygate York YO3 7DZ.

21/26 JUIN 1988

Salon international de l'architecture. Image, photographie, vidéo, hologrammes, manipulations interactives sur ordinateur... permettront de faire le point sur la question. Le SIA est organisé par BL associés SA. *Renseignements* : Jean-Jacques Bravo, Jacques Lichnerowicz, 13, passage Landrieu, 75007 Paris. Tél. : 45.55.05.80.

28/30 SEPTEMBRE 1988

Fifth international conference on cultural economics, Chateau Laurier, Ottawa, Ontario (Canada) organisée par the Association for cultural economics, the Canada Council, Canadian commission for UNESCO, the University of Akron. Les propositions de communication (les textes ne doivent pas excéder 15 pages) peuvent être envoyées au Président de l'Association for cultural economics, William S. Hendon, Department of urban studies, the University of Akron, Akron, Ohio 44325 - Canada. Tél. : (216) 375-7618.

EXPOSITIONS

23 OCTOBRE 1987 / 2 OCTOBRE 1988

Les Biscuiteries de Nantes du dix-neuvième siècle à nos jours. Organisée par la Ville de Nantes avec le concours du ministère de la Culture et de la Communication, LU/BSN et la biscuiterie nantaise BN, cette exposition se propose de présenter l'historique des biscuiteries, les techniques de fabrication des biscuits et l'imagerie publicitaire. Musée du château des ducs de Bretagne, 1, place Marc Elder, 44000 Nantes. Tél. : 40.47.18.15 ou 40.47.02.42.

12 NOVEMBRE 1987/5 FEVRIER 1988

Les Gaulois sont dans la plaine du Fo-

rez. Musée de la civilisation gallo-romaine, 17, rue Cléberg, 69005 Lyon. Tél. : 78.25.94.68. Cette exposition a trait à l'implantation celtique, du V^e au 1^{er} siècle av. J.C. dans la région du Forez, évoquée sous l'aspect de la vie quotidienne. La reconstitution d'une cuisine et un audiovisuel sur les rites funéraires complètent cette exposition.

15 JANVIER/1^{er} MARS 1988

L'atelier expérimental de la manufacture de Sèvres. Cette exposition montrera les productions de l'atelier, créé en 1982, et les techniques mises au point pour répondre aux exigences de la création. Hall du CNAP, 27, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. : 42.61.56.16.

La science et l'art. Le laboratoire de recherche des musées de France met les sciences exactes au service de l'histoire de l'art par une étude des collections publiques visant à en approfondir la connaissance tout en améliorant les conditions de leur conservation. Ces études, menées au laboratoire sur la peinture, la sculpture et les objets d'art ou d'archéologie ont été rassemblées en une série de dossiers illustrés sur le thème « La science et l'art ». L'exposition sera présentée :

- à Budapest, Galerie Nationale, du 27 novembre 1987 au 4 janvier 1988, dans le cadre d'un colloque scientifique organisé par l'Ambassade de France ;
- à Montpellier et en Languedoc-Roussillon (avril-mai-juin 1988) au titre d'une animation assurée par la Direction régionale des Affaires culturelles ;
- à Rouen en novembre/décembre 1988, pour le Congrès de l'Union des Physiciens. *Renseignements* : Laboratoire de recherche des musées de France, 6, quai des Tuileries, 75001 Paris. Tél. : 42.60.39.26.

FORMATION

Archéologie de la mort. La direction des antiquités de Franche-Comté propose six séminaires sur le thème de l'archéologie et la mort du 9 décembre 1987 au 1^{er} juin 1988 :

9 décembre 1987 : pourquoi fouiller les nécropoles ?

6 janvier 1988 : études anthropologiques ;

10 février 1988 : la fouille de nécropoles : relevés, enregistrement ;

2 mars 1988 : la fouille de nécropoles :

prélèvement, moulage, consolidation, ... ;
4 mai 1988 : la fouille de nécropoles : analyses scientifiques ;

1^{er} juin 1988 : chronologie et société à travers les rites funéraires.

Renseignements : Direction des antiquités de Franche-Comté, centre régional de documentation archéologique, 9 bis, rue Charles Nodier, 25043 Besançon Cedex. Tél. : 81.81.29.24 ou 81.82.04.89.

Images de synthèse. En introduction au forum international des nouvelles images de Monte-Carlo, Imagina, qui se tiendra du 3 au 5 février 1988, l'INA organise plusieurs journées de formation, à Paris, au cours du mois de janvier : le 1^{er}, un atelier pratique sur la Paint-Box ; le 7, un atelier pratique sur la station Iris, le 12 sur le

système Psyche et enfin le 14, sur la palette Degrafe. Le coût de chaque atelier s'élève à 1 500 FF (TTC). *Renseignements* et inscriptions : INA, Tour Gamma A, 193, rue de Bercy, 75582 Paris Cedex 12. Tél. : 40.04.64.00.

Architecture du paysage. L'Ecole d'Architecture de Paris — La Villette propose un certificat d'études approfondies d'architecture du paysage, sous la responsabilité scientifique de Bernard Lassus. Cet enseignement s'adresse aux étudiants munis d'un diplôme d'architecte ou de paysagiste D.P.L.G. ou étranger reconnu, ou d'une équivalence de diplôme pour les fonctionnaires des ministères de l'Agriculture, de l'Urbanisme et du Logement, du secrétariat d'Etat à l'Environnement... Il se

décompose en séminaires d'études et de réflexions, en intervention sur le terrain avec une école d'architecture en province et s'achève par une présentation publique des meilleurs travaux de fin d'études du C.E.A.A. Le but de ce certificat est d'apprendre aux étudiants des méthodes de travail qui permettent de tenir compte de la stratification des niveaux de lecture d'un paysage par ses différents publics et à en exprimer poétiquement et pratiquement les jeux possibles. Il cherche également à leur fournir les outils nécessaires à l'élaboration ultérieure, au cours de leur activité personnelle, d'une démarche paysagère personnelle. *Renseignements* : Ecole d'Architecture de Paris-La Villette, Mme Nicole Quenin, 144, rue de Flandre, 75019 Paris. Tél. : 42.08.79.70, poste 35.

C O M P T E S R E N D U S

■ FESTIVAL DU FILM ARCHÉOLOGIQUE

Placé sous le patronage de Mme Bernadette Chirac et d'un comité scientifique présidé par Georges Duby, le 2^e festival international du film d'archéologie de Paris, s'est tenu à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, du 3 au 5 novembre 1987. Il a été organisé par la Cité des sciences et de l'industrie et l'Association pour la promotion du film archéologique sous les auspices de la Sous-direction de l'archéologie à la Direction du patrimoine du ministère de la Culture et de la Communication, de la Délégation à l'information scientifique et technique du ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur et du CNRS. Il a été également soutenu par le service des relations extérieures de Total et la société Dataware. Quarante-cinq films, courts et longs métrages, réalisés pour la plupart d'entre eux entre 1984 et 1987, par dix pays (France, R.F.A., Italie, Suisse, Grande-Bretagne, Belgique, Danemark, Tchécoslovaquie, Canada, Madagascar) ont été sélectionnés autour de six thèmes : sites et chantiers ; époque et territoire ; archéologie urbaine ; anthropologie ; travaux en laboratoire ; archéologie marine. A l'issue de ces journées, neuf « Archéars 87 » ont été attribués par un jury de six membres (directeurs de festivals étrangers, Université, CNRS, presse scientifique, Direction des antiquités). Le grand prix a été décerné au film « sous les pavés, le passé : archéologie d'une grande place, Tourcoing », réalisé en 1987 par M.G. Jelski.

Renseignements : Direction des antiquités historiques d'Ile-de-France, Château de Vincennes, 94000 Vincennes. Tél. : 48.08.60.66.

■ ARCHÉOLOGIE ET GRANDS TRAVAUX

Du 4 au 6 novembre 1987, s'est tenu à Nice un colloque européen organisé par le Conseil de l'Europe et le ministère de la Culture et de la Communication avec le concours du Carrefour universitaire méditerranéen. Présidé par M. Jean-Pierre Bady, Directeur du patrimoine au ministère de la Culture et de la Communication, ce colloque a poursuivi les discussions entamées lors du colloque international d'archéologie urbaine, tenu à Tours en 1980 et du colloque « archéologie et aménagement », à Florence en 1984. Il avait également été précédé, en 1986 et 1987, d'une enquête sur la situation actuelle du droit et de la pratique appliqués dans les pays européens en matière de protection du patrimoine : les résultats de cette enquête ont été publiés par le Conseil de l'Europe dans la série « Etudes et rapports — patrimoine historique ». Cent participants — archéologues et aménageurs, venant de dix-neuf pays — ont participé à ce colloque qui se proposait de dresser un bilan des expériences européennes et d'en tirer des leçons. En ouvrant le colloque, M. Bady a posé la question d'ordre scientifique, méthodologique, juridique et financier que soulève la mise

en œuvre de lourdes opérations d'archéologie préventive coordonnées avec la réalisation de grands programmes d'aménagement urbain ou rural. L'ensemble des dix-sept communications a insisté sur l'évolution des mentalités qui s'observe chez les aménageurs — soucieux de valoriser leur image au travers de leurs efforts en faveur de la protection du patrimoine — comme chez les archéologues, amenés à travailler en symbiose depuis plus d'une décennie. Le développement de cette coopération s'avère bénéfique pour le travail des archéologues car il leur permet notamment d'utiliser les méthodes et outils scientifiques et techniques les plus sophistiqués comme le font les ingénieurs des travaux publics, de respecter les délais imposés par les chantiers, de disposer de moyens humains et financiers adaptés à la dimension des grands travaux. A l'issue du colloque, les participants ont retenu quelques orientations prioritaires qui doivent fournir la trame d'une recommandation qui sera soumise, en 1988, au Conseil de l'Europe. En particulier, les intervenants sont convenus de proposer que les pays d'Europe soient appelés à développer la politique contractuelle qui s'est instaurée entre aménageurs et archéologues ; à renforcer les moyens de l'archéologie préventive, notamment par la prise en charge du coût des interventions archéologiques sur le budget des grands travaux ; à se préoccuper des problèmes humains qu'a créés l'archéologie des grands travaux (formation universitaire, garanties professionnelles).

Renseignements : Daniel Therond, Conseil de l'Europe, Division de la conservation intégrée du patrimoine historique, B.P. 431 R6, 67006 Strasbourg Cedex. Tél. : 88.61.49.61, poste 24.08.

■ PREMIER SALON DE LA MUSEOLOGIE

Plus de 10 000 visiteurs, 350 personnes à chacune des tables rondes, jusqu'à 50 participants aux ateliers, une centaine d'exposants, ... des chiffres qui traduisent l'indéniable succès du premier salon de la muséologie qui s'est déroulé à Paris, du 13 au 17 novembre 1987. Placé sous le haut patronage du ministère de la Culture et de la Communication, cette manifestation a été organisée par l'agence « Passion », à l'initiative de l'association de conservateurs « Muséologie nouvelle et expérimentation sociale » (MNES). De nombreux professionnels français et étrangers sont venus chercher des idées et des réponses à leurs questions dans ce salon actuellement sans équivalent. Dans le cadre d'un atelier intitulé « des bases de données aux banques d'images », la mission de la recherche et de la technologie a présenté les réalisations du ministère en matière de bases de données informatisées en histoire de l'art et l'évolution vers les banques d'images utilisant vidéodisques et disques optiques numériques.

Renseignements : MNES, rue Saône-Chaudenay, 71150 Chagny. Tél. : 85.87.05.96.

■ ANTHROPOLOGIE SOCIALE ET ETHNOLOGIE DE LA FRANCE

A l'occasion du cinquantième anniversaire de la création du musée national des arts et traditions populaires, à Paris, le musée et le Centre d'ethnologie française ont organisé — avec le concours du CNRS, de la mission du patrimoine ethnologique du ministère de la Culture et de la Communication, du ministère des Affaires étrangères et du British Council — un colloque international destiné à promouvoir une réflexion sur les relations réciproques entre l'anthropologie sociale et l'ethnologie de la France. Ce colloque, qui s'est tenu du 19 au 21 novembre, au musée des arts et traditions populaires, a réuni plus de quatre cents participants dont quarante étrangers venus d'Italie, de Suisse, de Belgique, de RFA, de Hollande, de Suède, de Norvège, d'Espagne, du Portugal, de Grande-Bretagne, des Etats-Unis et du Canada. Trois thèmes de réflexion ont structuré ce colloque :

1) la question de l'Autre et du rapport de l'ethnologue à son objet. En effet, les sociétés pour lesquelles les concepts classiques ont été forgés ont évolué ; par ailleurs, le regard porté sur notre société se déplace de l'univers, pensé comme fictivement clos, des villages vers la complexité des villes. Que faire alors, par exemple, de la théorie de l'alliance dans la turbulence urbaine ? Comment exercer une observation participante quand les choses et les hommes à voir sont eux-mêmes dispersés en divers endroits de l'espace ?

2) Comment notre propre société a-t-elle été appréhendée et comment est-elle lieu de différenciations ? Quelles conceptions ont inspiré l'ethnologie du champ français pour identifier et caractériser ses traits spécifiques ? L'approche de ce thème, axé sur la fabrique du culturel, s'est envisagée moins sous l'angle des résultats des recherches qui visent à différencier les multiples exemples culturels que sous celui des hypothèses et des travaux qui sous-tendent ces travaux, et s'est appuyée notamment sur une analyse internationale des mêmes problèmes afin de faire ressortir les traits réguliers de l'exemple français. 3) le rôle de l'ethnologue répond-t-il à la demande croissante qui émane de milieux spécifiques, tels le corps médical, le monde des entreprises, de l'environnement, de l'urbanisme, les praticiens du droit ? Huit ateliers, quatre-vingt communications, des débats introduits par les conférences plénières de Maurice Agulhon, Marc Augé, Anthony Cohen, Isaac Chiva, Carmelo Lison Tolosona, Julian Pitt-Rivers, Jacques Lautman, Georges Balandier, ont tenté de répondre — du moins d'appréhender — à ces multiples questions. Les responsables de ce colloque ont prévu la parution, non pas d'actes du colloque, à proprement parler, mais d'un document qui fasse la synthèse de ces journées et rende compte de la réflexion que mènent conjointement ethnologues et anthropologues.

Renseignements : Mme Claude Michelat, Centre d'ethnologie française, 6, avenue du Mahatma Gandhi, 75116 Paris. Tél. : 40.67.90.00, poste 482.

A C T U A L I T E S

■ ARTS

Le ministre de la Culture et de la Communication, François Léotard, a présenté à la presse, le 9 décembre, « Arts, cahiers multimédia du ministère de la Culture et de la Communication ». Cette publication est la première expérience de revue multimédia destinée au grand public. Compte-tenu des différents secteurs d'intervention culturelle du ministère, cette revue est fortement thématique. Son numéro zéro, diffusé gratuitement, est consacré aux enseignements artistiques. Le cinéma, les archives, le livre, la danse, le patrimoine constitueront quelques-uns des nombreux thèmes abordés à l'occasion des prochains numéros. Outre les numéros papier traditionnels — de 32 à 50 pages — la revue comportera selon les mois des suppléments sous forme de cassettes vidéo, d'un disque compact, d'un livre, d'une bande dessinée. L'objectif de diffusion est de 2 500 exemplaires pour parvenir à l'équilibre financier — la revue n'est pas subventionnée — et de 5 000 exemplaires à terme, sur la base d'un abonnement annuel au prix de 980 F.

Renseignements et abonnement : Service d'information et de communication du ministère de la Culture et de la Communication, 3, rue de Valois, 75001 Paris. Tél. : 40.15.84.37.

■ L'EDITION A LA CITE DE LA VILLETTE

La Cité des sciences et de l'industrie se lance dans l'édition avec la collaboration d'éditeurs qui disposent déjà d'une infrastructure et d'un réseau de distribution national et international. Sortent ce mois-ci, chez Gallimard, dans la collection de poche « Découvertes » dont la Cité pilote désormais la section scientifique et technique : « les archives de la terre » par Christiane Labouraud, « Quartiers de lune » par Bernard Hagène et Anna Halter et « la micro-informatique » par Alain Taurisson. Au début de l'année 1988, paraîtront « Le sang des hommes » par le professeur Jacques-Louis Binet et « l'homme réparé » par Louis Aran, deux ouvrages dont la sortie coïncidera avec l'ouverture des expositions temporaires du même nom à la Cité. En tout, une vingtaine de titres sont attendus pour 1988.

Renseignements : Marie-Claude Desniers, direction de la communication et du développement de la cité des sciences et de l'industrie. Tél. : 40.05.73.77.

■ CENTRE NATIONAL DU DESSIN DE PRESSE

Le ministère de la Culture et de la Communication et la Ville d'Epinal ont décidé de créer un centre national du dessin de presse (C.N.D.P.). Les missions principales de ce centre sont : la constitution des collections, l'archivage, la conservation des dessins de presse, originaux et copies sous forme de papier, micro-films et cassettes ; l'animation, la diffusion, la documentation afin de mettre à la disposition du grand public, des chercheurs et des professionnels ce patrimoine ; la recherche : un laboratoire de création graphique sera mis en place ; la formation par le biais de stages ; une vocation internationale qui conduira, à terme, le CNDP à jouer un rôle central dans la conservation et la diffusion des dessins de presse, dans le cadre de la communauté européenne. Le choix de la ville d'Epinal se comprend par son passé — elle a été au XIX^e siècle le plus grand centre français d'imagerie — par sa situation démographique et économique et par l'existence du festival de la caricature politique.

■ LE COMITE D'EVALUATION DES UNIVERSITES

Présidé par le mathématicien Laurent Schwartz, le comité national d'évaluation des universités, créé en mai 1985, a pour mission d'examiner l'ensemble des établissements français d'enseignement supérieur. Deux ans et demi après sa création, il dresse le bilan de ses activités, dans le numéro d'octobre de son bulletin : huit évaluations d'établissements achevées, cinq en cours et onze à des stades divers d'avancement. Pour les mois à venir, le comité s'est fixé deux objectifs : diversifier et affiner ses interventions. Pour cela, il a d'une part créé deux types de commission : des commissions thématiques, ainsi celle consacrée à la géographie qui fonctionne depuis mai dernier ; une commission chargée d'évaluer la qualité de la vie sur les campus universitaires. D'autre part, il a décidé de mener une réflexion méthodologique sur l'évaluation en sciences humaines, afin de déterminer des critères et des indicateurs servant à apprécier la qualité de l'enseignement dans cette discipline. Enfin, il lance une opération d'informatisation des données collectées dans les universités.

Renseignements : Comité national d'évaluation des universités, 173, bd Saint-Germain, 75006 Paris. Tél. : 45.39.25.75.

(suite p. 5)

ARCHEOLOGIE ET AMENAGEMENT DE L'ESPACE

En 30 ans, le développement économique de la France a profondément modifié les centres urbains et les paysages ruraux. L'archéologie s'est trouvée confrontée à une destruction sans précédent des vestiges de notre passé et à du faire face à cette situation pour préserver les témoins de notre histoire. Des méthodes scientifiques inédites, des solutions juridiques et financières novatrices sont aujourd'hui mises en œuvre pour y parvenir.

Quelques repères

Pendant longtemps, l'archéologie métropolitaine a été l'affaire d'académies et de sociétés savantes. Les résultats, souvent notables, obtenus jusqu'au début du siècle sont dûs à la compétence et au dévouement de ces chercheurs bénévoles disséminés sur l'ensemble du territoire national. Mais aucune protection spécifique ne met alors le patrimoine archéologique à l'abri du vandalisme. Seuls les gisements et les sites protégés au titre de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques sont préservés. Il faut attendre le 27 septembre 1941 pour qu'une loi régleme les fouilles archéologiques et donne à ce patrimoine une existence juridique. Puis, dans les années soixante, le ministère des Affaires Culturelles entreprend de se doter d'une structure administrative et scientifique chargée de l'application de cette loi. Fort heureusement, l'aménagement de l'espace ne connaît pas, jusqu'à cette époque, l'essor des dernières décennies : rien n'aurait freiné la destruction du patrimoine archéologique. On peut cependant imaginer l'ampleur qu'elle aurait pu atteindre en songeant aux dégâts considérables qu'avait déjà provoqués la mécanisation de l'agriculture.

Dans les années soixante-dix, la croissance économique de la France multiplie les grands travaux. Les métropoles régionales se dotent de leurs premiers parcs de stationnement souterrain ; de nouvelles lignes de métro sont lancées ; le réseau d'autoroutes s'étend ; les opérations de remembrement s'étendent. Une urbanisation accélérée du territoire, accompagnée d'une dispersion de l'habitat que favorise l'accroissement du parc automobile, achèvent de bouleverser les espaces que l'histoire avait modelés. Archéologie et aménagement du territoire vont d'abord se rencontrer sous le signe du conflit, et surtout en ville. Les fouilles de la place de la Bourse à Marseille ou du parvis de Notre-Dame à Paris sont révélatrices de ce climat. La pression de l'opinion publique et des milieux scientifiques va rapidement modifier cette situation. En quelques années, l'Etat définit une politique novatrice dont le récent chantier de la cour du Louvre, à Paris, illustre les orientations : un budget de 55 millions intégralement pris en charge par l'aménageur, l'établissement public du Grand Louvre, 70 archéologues à temps plein pendant 2 ans, près de 3 hectares minutieusement fouillés, plus de 30 000 objets recueillis. Désormais l'archéologue ne se contente plus de grappiller quelques connaissances et quelques objets exposables ; il est l'un des partenaires, à part entière, de l'aménagement de l'espace.

Recenser et évaluer le patrimoine archéologique

Trois objectifs guident la démarche des chercheurs : — recenser aussi complètement que possible les gisements archéologiques subsistant sur l'ensemble du territoire national ;

— évaluer le potentiel scientifique de ces gisements ; — agir préventivement, en concertation avec les aménageurs, afin de préserver les vestiges archéologiques ou, du moins, de sauvegarder les connaissances qu'ils peuvent procurer.

Recenser et évaluer le patrimoine archéologique. Sous l'autorité du Directeur du Patrimoine, la Sous-Direction de l'Archéologie mène, avec les circonscriptions régionales des antiquités, cette ambitieuse opération nationale. 50 000 sites ont déjà été enregistrés dans une banque de données informatisées : on estime qu'elle devrait en comporter plus de 500 000. Depuis 1987, sur la proposition du Conseil Supérieur de la Recherche Archéologique, l'élaboration de cette carte archéologique a été confortée par la création d'un programme de recherche spécifique : le programme prospection-inventaire. Destinées à faciliter l'étude diachronique de micro-régions ou d'espaces bien délimités, ces opérations mettent en œuvre recherches d'archives et de bibliothèque, prospections aériennes, terrestres et subaquatiques et, le cas échéant, sondages de contrôle. Une nouvelle impulsion aux recherches sur l'occupation du sol devrait s'ensuivre. Parallèlement, l'évaluation du sous-sol des villes historiques est coordonnée par le Centre National d'Archéologie Urbaine de Tours, créé en 1980. Epaisseurs des strates archéologiques, cartographie des terrains anciennement excavés, hiérarchisation des zones d'intérêt scientifique majeur font partie des objectifs que ces enquêtes urbaines se proposent d'atteindre.

Une recherche en progrès rapide.

Cette politique d'inventaire et d'évaluation permet d'engager la discussion avec les grands aménageurs en disposant d'arguments documentaires et scientifiques solides. Elle ajoute aux contraintes réglementaires des pratiques d'intervention archéologiques négociées dans lesquelles le financement de la recherche est pris en charge par l'aménageur, souvent jusqu'à la publication. Les résultats sont spectaculaires. Ainsi, dans la vallée de l'Aisne, sur 70 km de longueur, les ouvertures de sablières et l'extraction industrielle du gravier ont imposé l'organisation de vastes opérations archéologiques. 277 sites sont identifiés ; on en soupçonne 5 000. Des nécropoles, des habitats néolithiques et gaulois sont étudiés depuis plus de 20 ans par des équipes pluridisciplinaires. Dans la région Midi-Pyrénées, l'extension de la ville de Castres a provoqué la découverte d'une vaste nécropole protohistorique : 206 tombes mises au jour, 1 200 vases recueillis ; l'organisation du cimetière commence à se dessiner. A Lyon, l'installation de nouvelles lignes de métro a conduit à ouvrir de grandes fouilles de sauvetage qui ont renouvelé ou complété nos connaissances sur l'urbanisme de la métropole des Gauls. En Auvergne, sur le tracé de l'autoroute A.71, deux très importantes nécropoles ont été fouillées. L'une, à Clermont-Ferrand remonte à l'époque néolithique ; elle comprenait 70 sépultures. L'autre, à Riom, auprès des ruines d'une église médiévale, a livré près de mille squelettes. Et l'on pourrait citer bien d'autres exemples.

Ajoutons enfin que l'aménagement de l'espace est en soi un thème de recherche. En partant de l'étude de clichés aériens, des équipes du Centre National de la Recherche Scientifique, à Besançon et à Aix-en-Provence, s'efforcent de reconstituer l'organisation des plans parcellaires antiques fossilisés par le paysage. Les résultats récemment obtenus sur l'agencement de la chora du comptoir grec d'Olbia, à Hyères, illustrent bien la validité de la méthode. Faut-il rappeler aussi tout ce qu'apportent les disciplines du paléoenvironnement ? Sédimentologie, pédologie, palynologie contribuent aujourd'hui à reconstituer,

dès la préhistoire, les milieux naturels dans lesquels vivait l'homme.

Des questions de dimension européenne

Au cours des prochaines années, l'aménagement des espaces urbains et ruraux restera l'un des soucis majeurs de l'archéologie. Après s'être d'abord préoccupé des centres urbains historiques, les réflexions conduites dès la fin des années soixante par des chercheurs tels que Martin Biddle se sont très vite élargies au domaine rural. De 1980, année du colloque international d'archéologie urbaine de Tours, à 1987, année du colloque du Conseil de l'Europe « Archéologie et grands travaux » tenu à Nice, l'aménagement de l'espace, dans son acception la plus large, est devenu la priorité des archéologues ; sans oublier ce jalon capital qu'a constitué, en 1984, cet autre colloque du Conseil de l'Europe, « Archéologie et aménagement ». La prise de conscience que traduisent ces conférences internationales est double : d'une part, il est clair

que l'aménagement de l'espace et l'archéologie s'affranchissent de plus en plus des frontières historiques (tunnel sous la Manche, liaisons ferroviaires, réseau autoroutier, etc.) ; d'autre part, les préventions qui séparaient les archéologues et les aménageurs s'estompent, et cette évolution des mentalités est sans doute l'essentiel.

Dans une ou deux générations, des destructions irréversibles du patrimoine archéologique se seront produites. Elles ne peuvent être contrôlées et maîtrisées que dans cet esprit de concertation et avec une vision nouvelle de la gestion de l'espace où l'archéologie doit être reconnue comme l'un des acteurs essentiels des choix d'aménagement du territoire.

MARC GAUTHIER
Inspecteur Général de l'Archéologie
4, rue d'Aboukir, 75002 Paris
Tél. : 40.15.80.13

(suite de la page 3)

A C T U A L I T E S

■ LA CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE ET LES JEUNES

Une recherche sur les jeunes et la culture scientifique et technique est actuellement réalisée à l'initiative du ministère de la Culture et de la Communication et du secrétariat d'Etat chargé de la Jeunesse et des Sports, sous la direction scientifique du professeur A. Giordan de l'Université Paris VII. Il s'agit d'évaluer l'impact des différentes activités de culture scientifique et technique et de cerner les motivations et les conceptions des jeunes à leur égard. A cette occasion un inventaire des diverses activités de culture scientifique et technique (clubs spécialisés, activités techniques, expositions, ...) est en cours d'établissement, afin de connaître leurs fonctionnements, leurs relations avec l'Etat, les collectivités, les associations, leurs publics, etc. Pour faciliter ce travail, il est demandé à tous les partenaires engagés, à un titre ou à un autre, dans ces activités de bien vouloir faire parvenir sous quelque forme que ce soit, toute information susceptible de contribuer à l'inventaire des activités de culture scientifique et technique pratiquées par les jeunes (8-30 ans).

Les informations sont à adresser à Christian Souchon, Université de Paris VII, Tour 45-46, 1^{er} étage, 2, place Jussieu, 75005 Paris.

■ COOPERATION FRANCO-ALLEMANDE POUR LES MONUMENTS HISTORIQUES

En application de la déclaration commune sur la coopération culturelle adoptée à l'issue des quarante-huitièmes consultations franco-allemandes, qui ont eu lieu à Francfort-sur-le-Main les 27 et 28 octobre 1986, a été créé un groupe de travail franco-allemand, chargé d'étudier les possibilités d'une coopération en matière de recherche sur les dégâts causés aux monuments historiques par la pollution et sur leur élimination. Dans ce cadre de travail, la délégation française va proposer de lancer un projet-pilote franco-allemand qui couvrirait tous les stades d'intervention nécessaires à une bonne approche scientifique des causes de ces dégradations et des remèdes à leur apporter : auscultations et investigations préliminaires (in-situ et en laboratoires), diagnose indispensable à la caractérisation qualitative et quantitative des phénomènes, et thérapie appropriée aux différents cas et situations à traiter. L'étude des dégradations causées aux monuments par l'environnement est en effet très complexe car elles sont liées à la nature des différents matériaux qui le constituent, aux dispositions et aux modalités de leur mise en œuvre, à l'influence de leur milieu (naturel, industriel, agricole,

urbain...) à la localisation de chaque monument et du matériau lui-même dans ce monument, etc... L'objectif du projet-pilote franco-allemand proposé est de favoriser le développement de méthodes, de produits et de techniques nouvelles adaptées à la particularité de la conservation des monuments historiques, et de contribuer à une standardisation, lorsque cela est utile, des niveaux de qualité et de contrôle des matériaux, produits, traitements et méthodes à exiger sur les monuments historiques. Pour la réalisation de ce projet, il est envisagé d'individualiser au sein des structures de recherche existant dans chacun des deux pays mais avec un objectif finalisé commun, une équipe de recherche à caractère interdisciplinaire. Cette équipe aurait notamment pour mission de contribuer à améliorer les connaissances propres à chaque discipline, de mieux faire connaître les phénomènes d'interaction entre les différents paramètres d'altération, ainsi que de mettre en valeur et de développer au bénéfice des monuments historiques les connaissances scientifiques appliquées dans d'autres secteurs. Dans un but opérationnel, le champ d'action de cette équipe pourrait être constitué de quelques monuments choisis dans chacun des deux pays pour leur signification au regard d'une approche épidémiologique de la recherche engagée.

Renseignements : Fernand Charbonnel, mission technique et économique, Direction du patrimoine, ministère de la Culture et de la Communication, 3, rue de Valois, 75001 Paris. Tél. : 40.15.80.00.

■ LA GROTTTE DE LASCAUX SUR VIDEODISQUE

A la fin du mois de janvier 1988, la première édition d'un vidéodisque consacré à la grotte de Lascaux pourra être consulté au centre de documentation du patrimoine, à l'hôtel de Vigny. S'adressant en particulier à un public de scientifiques, cette édition comprend l'intégralité du corpus de Lascaux (film tourné par Mario Ruspoli et trois cents images fixes). Elle est présentée en coffret avec un livret présentant la grotte. La sortie d'une seconde édition est prévue pour la fin du mois de février 1988. Elle s'adressera à un public plus large. La première face du disque s'intitule : « Lascaux revisité » et est commentée par François Perrier ; la seconde, « l'art pariétal en France » évoque une dizaine d'autres grottes ornées. Cette édition sera disponible au centre de documentation du patrimoine, à compter du 15 avril 1988.

Renseignements : Centre de documentation du patrimoine, Hôtel de Vigny, 10, rue du Parc Royal, 75003 Paris. Tél. : 42.71.22.02.

ALLOCATIONS DE FORMATION ET DE RECHERCHE DE LA DIRECTION DU PATRIMOINE

La Direction du patrimoine accorde chaque année un certain nombre d'allocations à des personnes ayant achevé leur scolarité et désireuses de bénéficier d'un complément d'expérience indispensable, un perfectionnement de leur formation ou une poursuite de leurs recherches. Ces allocations peuvent être accordées dans les domaines de compétence de la direction : archéologie, Inventaire général, Ethnologie de la France, monuments historiques patrimoine photographique, pour des travaux ou des formations en France (sauf cas particulier dûment motivé). Le candidat doit formuler un projet d'étude ou de recherche examiné par une commission de sélection composée du directeur du patrimoine ou de son représentant, du sous-directeur des monuments historiques et palais nationaux, du sous-directeur de l'Inventaire général et des richesses artistiques de la France, du sous-directeur de l'archéologie, du chef de la mission du patrimoine ethnologique et du chef de la mission de la recherche et de la technologie. Les allocations sont accordées pour une durée variable de 3 à 9 mois et peuvent être exceptionnellement renouvelées. Le montant de l'allocation est fixé sur une base mensuelle qui intègre les frais attachés à la formation ou au travail de recherche du candidat, les frais de séjour et de déplacements.

Renseignements : ministère de la Culture et de la Communication, Direction du patrimoine, Sous-direction des affaires générales et des constructions publiques, 3, rue de Valois, 75001 Paris. Tél. : 40.15.80.00.

APPELS D'OFFRES DE LA SOUS-DIRECTION DE L'ARCHEOLOGIE

(Direction du patrimoine — Ministère de la Culture et de la Communication)

• **La sous-direction de l'archéologie souhaite recueillir des candidatures pour la direction d'un important sauvetage programmé envisagé sur un site d'habitat subaquatique du Bronze final.**

Nature de l'opération : Fouille d'une zone lacustre avoisinant 3 000 m² où ont été reconnues, à 150 m du rivage et à une profondeur de 3 m au moins, 3 couches

d'habitat distinctes de la phase moyenne et finale du Bronze final sur une épaisseur de 0,70 m ; archivage et mise au net de la documentation recueillie ; publication préliminaire d'une synthèse appuyée sur l'éventail des différentes analyses du paléoenvironnement.

Localisation : Tougues à Chens-sur-Léman (Haute-Savoie).

Début de l'opération : premiers mois de 1988.

Durée de l'opération : 4 années consécutives comprenant 24 mois de fouille avec une équipe d'une vingtaine de personnes dont au moins 3 chargées de l'encadrement, suivies du traitement de l'ensemble de la documentation recueillie pendant 24 mois avec une équipe d'une demi-douzaine de personnes.

Renseignements et envoi de candidatures (avant le 31 décembre 1987) : Monsieur Jacques Lasfargues, Directeur des antiquités historiques de la Région Rhône-Alpes, 23, rue Roger Radisson, 69322 Lyon Cedex I. Tél. : 78.25.87.62.

• **Dans le cadre de l'action thématique programmée sur l'archéologie métropolitaine, à laquelle participent le C.N.R.S., la mission scientifique du ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur et la Sous-direction de l'archéologie, est lancé un appel d'offre intitulé : « Archives de fouilles ».**

Nature de l'appel d'offres : Constitution d'archives du matériel de fouilles, non imprimées mais communicables. L'objectif est de trouver un moyen de présenter le détail du matériel trouvé lors des fouilles, d'organiser son stockage et son classement, d'assurer son accessibilité et d'en faire une source d'information pour les chercheurs.

Durée de l'opération : 3 ans, de 1988 à 1990 avec une possibilité de prolongation d'une année. Un rapport intermédiaire sera demandé à l'automne 1989.

Renseignements et envoi de projets : (avant le 1^{er} avril 1988) Mme Tardieu, C.N.R.S., 15, quai Anatole France, 75007 Paris. Tél. : 45.55.92.25, poste 2342.

POLITIQUE DE LA RECHERCHE Archéologie de terrain

Circulaire ministérielle du 16 octobre 1987, relative à l'Organisation des Opérations programmées pour 1988.

Nouvelles orientations :

1 - les fouilles programmées :

Pour certaines de ces opérations, des autorisations pluriannuelles ont été délivrées depuis 1986. Cette procédure devient la règle dans la double perspective d'alléger la

tâche de formulation d'avis annuels du C.S.R.A. sur la poursuite des travaux de terrain mais surtout de permettre à cette institution une « appréciation mieux informée des résultats et des perspectives de la recherche au terme de la période couverte par l'autorisation pluriannuelle (2 ou 3 ans) ».

2 - Les opérations de sauvetage :

Elles concernent les sites menacés à brève échéance de destruction ; organisées par les Directions des Antiquités, elles sont conduites sous la responsabilité de l'Etat (Titre II, loi validée du 27 septembre 1941). Afin de mieux intégrer la recherche archéologique dans les procédures et les délais de négociations avec les aménageurs, ces opérations seront examinées tous les mois par la Délégation permanente du C.S.R.A. et feront l'objet d'une décision ministérielle de sauvetage programmé. Les interventions commandées par l'urgence absolue (Sauvetage urgent) dans un délai inférieur à un mois demeurent autorisées par le Directeur des Antiquités sans examen préalable par le C.S.R.A. Par ailleurs, sont exclus de l'examen par la Délégation permanente, les sauvetages dont le coût total est inférieur à 20 000 F et le financement par l'Etat lui-même inférieur à 5 000 F.

Comme pour les fouilles programmées, les sauvetages pourront faire l'objet d'une décision pluriannuelle pour une durée de 2 à 3 ans (la procédure ne s'appliquant alors qu'aux sites qui ont fait l'objet d'au moins une campagne de reconnaissances préalables).

3 - Les opérations « prospection-inventaire » :

La prévention archéologique est une action retenue comme prioritaire par le ministère dans le Plan Patrimoine adopté par le Gouvernement. En 1987 est née une nouvelle catégorie d'opérations archéologiques dénommée « Prospection-inventaire ». A la différence des prospections thématiques « elles correspondent à des recherches systématiques et diachroniques visant à la connaissance la plus exhaustive possible d'un espace déterminé ». Le but est de donner d'une part « une nouvelle impulsion aux recherches sur l'occupation du sol » et, d'autre part « enrichir l'inventaire national informatisé des sites archéologiques. »

Comme pour les précédentes opérations (fouilles, sauvetages), il est possible de proposer un programme pluriannuel de prospection-inventaire pour une durée de 2 à 3 ans.

Outre ces nouvelles orientations de la politique archéologique nationale, la présente circulaire précise les modalités de constitution des dossiers relatifs aux trois catégories précitées.

Renseignements : Alain Duclos, Sous-direction de l'archéologie, 4, rue d'Aboukir, 75002 Paris. Tél. : 40.15.80.96.

RAPPORTS DE RECHERCHE REMIS A LA DIRECTION DES MUSEES DE FRANCE (D.M.F.) EN 1987

■ **Recherche sur la conservation et la restauration des cuirs archéologiques gorgés d'eau**, par Véronique Montembault. 68 p. (Convention de recherche de la D.M.F., Service de restauration des musées classés et contrôlés/ Centre d'étude et de traitement des bois gorgés d'eau, Grenoble.)

■ **Propriétés photochimiques de colorants O - O' - Dihydroxyazoïques**, par G. Koffi. 237 p.
et

■ **Rapport sur les travaux de photochimie de colorants utilisés pour la teinture de la laine et de la soie**, par Jean Faure. 15 p. (Contrat D.M.F., Service de restauration des musées classés et contrôlés/ Université de Paris-Sud : physico-chimie des rayonnements.)

■ **Pénétration d'adhésifs au cours des opérations de « re-fixage »**. 58 p. (Etude confiée par la D.M.F., Service de restau-

ration des peintures des musées nationaux à l'Institut textile de France).

■ **Rapport de recherche sur la polychromie des ivoires gothiques**, par Agnès Cascio et Juliette Levy. 13 p. (Résultats des travaux effectués en 1986. Le programme se poursuit en 1987 à l'initiative du département des objets d'art du musée du Louvre).

■ **Durabilité par essais de vieillissement accéléré et de vieillissement naturel sur copies de bustes, de statues et cubes en plâtre imprégnés et témoins**. 34 p. (Etude commandée par la D.M.F., département des sculptures du Musée du Louvre, au centre expérimental de recherche et d'études du bâtiment et des travaux publics).

Ces rapports sont consultables, après accord des services ayant passé la commande, au Centre de documentation du Laboratoire de recherche des musées de France, 6, quai des Tuileries, 75001 Paris. Tél. : 42.60.39.26, poste 3222.

MONOGRAPHIES DE L'ECOLE DU LOUVRE

Dans le cadre de la quatrième année de l'Ecole du Louvre, consacrée à l'enseignement de la muséologie, les étudiants de la session 1986-1987 ont remis quarante-trois monographies de fin d'étude sur des thèmes liés aux programmes de recherche ou aux actions du laboratoire de recherche des musées de France. D'une moyenne de trent-cinq pages, ces monographies se répartissent en sept rubriques énumérées ci-dessous. Ces monographies sont consultables sur rendez-vous au centre de documentation du Laboratoire de recherche des musées de France, (L.R.M.F.), 6, quai des Tuileries, 75001 Paris.

Renseignements : Mme Bellaigue ou Mme Leguy, L.R.M.F., tél. : 42.60.39.26, poste 3222.

■ **Laboratoire de recherche et services de restauration ; missions et responsabilités respectives**. Les bronzes de l'épave du Golfe Juan - Etude de peintures murales : le cas de Mari, Til Barsip, Dour a Europos.

■ **Recherche scientifique et enrichissement du patrimoine national ; rôle du laboratoire dans la politique d'acquisition**.

■ **Etude scientifique d'une école ou d'un peintre**. Gericault - Gainsborough - Van Gogh - Renoir - La superposition de tableaux : étude par radiographie et réflectographie infrarouge - Le dessin sous-jacent au XIX^e siècle - Etude de la technique de l'incision dans la peinture de chevalet - Manet : passage de la touche plate à la touche impressionniste - Stephan Lochner : apport des méthodes scientifiques à la connaissance de son œuvre - Poussin - Antoine Fort Bras : étude scientifique du support et de la technique d'un spécialiste de trompe l'œil.

■ **Etude en laboratoire des collections d'objets d'art ou d'archéologie**. La métallurgie alpine : haches en cuivre des Al-

pes - Le matériel de métal des musées parisiens : le cas de la Bactriane - Les masques funéraires de Mirgissa - Les céramiques d'Abydos - Une collection de pipes en terre de Mafranba (Congo) - Etude comparative et analytique des trésors d'argenterie romaine - La manufacture de porcelaine de Sèvres au XVIII^e siècle ; apports et limites de l'analyse en laboratoire face aux éléments traditionnels d'attribution et de datation - La céramique Tang - La porcelaine Ming - La céramique Song - Les briques dédicatoires d'Untas-Napirisa retrouvées à Suse.

■ **Recherche scientifique et muséologie : contribution du laboratoire à la présentation muséologique**. L'apport du laboratoire à la présentation des céramiques islamiques du Louvre - Réflexion sur l'aménagement des sous-sols dans les musées - Restructuration du musée Matisse de Nice - Etude du projet de réaménagement du musée Carnavalet - Stockage et manipulation des collections ethnographiques dans les réserves de musées - Projet de réaménagement du musée de la Vicomté à Melun - Etude d'un projet d'exposition temporaire des œuvres d'art traditionnel de l'Afrique noire au Gabon - Musée d'Art Moderne de Troyes.

■ **Le public et la recherche scientifique sur les œuvres d'art**. Projet de montage audiovisuel sur la construction et l'histoire du château de Blérancourt - Projets de dossiers de presse, de plaquettes d'information, de montages audiovisuels, destinés au grand public, pour valoriser les activités du L.R.M.F. - Conception et réalisation d'une exposition documentaire à partir d'œuvres de Saint-Quentin étudiées par le L.R.M.F. - La naissance de l'art abstrait vue à travers quelques peintres : Wassily, Kandinsky, Sonia et Robert Delaunay, Mondrian - Présentation des étapes de fabrication de deux fibules du Mont-Beuvray.

■ **La recherche scientifique sur les œuvres d'art : laboratoire pour le musée ou laboratoire dans le musée**. Décentralisation : Poitou-Charentes - Présentation, conservation et restauration des objets d'art en milieu tropical ; projet de laboratoire en Afrique.

ARCHEOLOGIE

■ **Le site chasséen de Canneville (Oise) : étude du matériel lithique et céramique** par Danièle Hamard. Paris, Ed. de la Maison des sciences de l'homme, 1987. Documents d'archéologie française ; n° 11. 172 p. : ill. Prix de lancement jusqu'au 31 mai 1988 : 144 F. Après, 164 F. Diffusion C.I.D., 131, bd Saint-Michel, 75005 Paris. Tél. : 43.54.47.15.

■ **Archéologie : inventaire analytique et synthétique des productions du centre national de documentation pédagogique** par Brigitte Lequeux et Jean-Jacques Valette. Paris, C.N.D.P., 1987, 76 p. C.N.D.P., 29, rue d'Ulm, 75005 Paris. Tél. : 46.34.90.00.

INVENTAIRE GENERAL

■ **Les inventaires du patrimoine industriel : objectifs et méthodes = industrial heritage inventories aims and methods.** Actes de la table ronde des 13 et 14 mars 1986, organisée par la Cellule du patrimoine industriel de l'IGMRAF, à la Direction du patrimoine. Collection des actes des colloques de la Direction du patrimoine, 1987, 212 p., ill., graph. 160 F. Diffusion Picard, 82, rue Bonaparte, 75006 Paris.

■ **La métallurgie du fer dans les Ardennes (XVI^e - XIX^e siècles).** Cahiers de l'inventaire, n° 11, décembre 1987, 112 p. ill. 120 F. Diffusion Picard. Renseignements : Isabelle Balsamo, Direction régionale des affaires culturelles de Champagne-Ardenne. Tél. : 26.65.00.06.

■ **Architectures d'usines en Val-de-Marne (1822 - 1939).** Cahiers de l'inventaire, n° 12, décembre 1987, 112 p. ill. 120 F jusqu'au 30 janvier 1988 puis 140 F. Conservation régionale de l'inventaire Paris/Ile de France, Grand Palais,

porte C, avenue Franklin Roosevelt, 75008 Paris. Tél. : 42.25.03.20.

ETHNOLOGIE

■ **Habiter la maison** est le thème du n° d'octobre 1987 de Terrain, carnets du patrimoine ethnologique. 140 p. 50 F. Diffusion C.I.D., 131, bd Saint-Michel, 75005 Paris.

■ **Imaginaires de la haute montagne** par le Centre alpin et rhodanien d'ethnologie, 1987, 190 p. Coll. Documents d'ethnologie régionale, n° 9. 120 F. Centre alpin et rhodanien d'ethnologie, musée dauphinois, 30, rue Maurice Gignoux, 38031 Grenoble Cedex.

MUSEE

■ **Catalogue des statues égyptiennes du Moyen Empire : 2060 - 1560 avant J.-C., Musée du Louvre** par Elisabeth Delange. Paris, Ed. de la Réunion des musées nationaux, 1987, 270 p. ill. 400 F.

■ **Muséologie et ethnologie** par le Musée national des arts et traditions populaires. Paris, Ed. de la Réunion des musées nationaux, 1987, 292 p. Collection Notes et documents ; 16. 180 F.

■ **Catalogue des collections agricoles araires et autres instruments aratoires attelés symétriques, Musée national des arts et traditions populaires** par Jean-René Trochet. Paris, Ed. de la Réunion des musées nationaux, 1987, 272 p., ill. 450 F.

■ **La collection Saint-Morys au cabinet des dessins du musée du Louvre** par Françoise Arquie-Bruley, Jacqueline Labbé, Lise Bicart-Sée. 2 vol. 300 + 634 p. Paris, Ed. de la Réunion des musées nationaux, 1987. Collection Notes et documents ; 19. 500 F les deux.

■ **Muséologie et information : nouvelles technologies, nouvelles pratiques, nouveaux lieux.** Brises, n° 10, septembre 1987, 90 F. A commander au CDSH-Brises, 54, bd Raspail, 75270 Paris Cedex 06. Tél. : 45.44.38.49, poste 348.

■ **Sculptures en cire. De l'ancienne Egypte à l'art abstrait** par le Laboratoire de recherche des musées de France et le département des sculptures du Musée du Louvre. Paris, Ed. de la Réunion des musées nationaux, 1987. Collection Notes et documents ; 18. 240 F.

C.N.R.S.

■ **Rapport annuel 1986 du Centre national de la recherche scientifique, 1987,** 43 p. C.N.R.S. 15, quai Anatole France, 75700 Paris. Tél. : 45.55.92.25.

■ **Spécial imagerie scientifique.** N° 66-68 du courrier du C.N.R.S., 1987, 112 p. ill. 40 F. C.N.R.S., 15, quai Anatole France, 75700 Paris. Tél. : 45.55.92.25.

■ **Images des sciences de l'homme.** Ce supplément au n° 67 du « courrier du C.N.R.S. Ethnologie, préhistoire, anthropologie », propose une analyse des différentes sciences anthropologiques. Il est disponible auprès de la Direction de l'information scientifique et technique du C.N.R.S., 15, quai Anatole France, 75700 Paris. Tél. : 45.55.92.25, poste 2174.

C.D.S.H.

■ **Centre de recherche en sciences sociales et humaines. Etablissements d'enseignement supérieur.** 1987, 580 p. 150 F. Présentation des 2 600 centres de recherche, liés aux établissements d'enseignement supérieur dépendant de différents ministères et du secteur privé.

■ **Centres de recherche en sciences sociales et humaines.** Administration. Secteur privé. 1987, 170 p. 60 F.

■ **Guide de répertoire sur la recherche en sciences sociales et humaines.** 1987, 112 p. 50 F. Présentation de 200 répertoires et sources d'information.

Ces 3 répertoires sont diffusés par le C.D.S.H., Service recherche en cours, 54, bd Raspail, 75006 Paris.

RECHERCHE

■ **France - Etats-Unis Lire/US** est une lettre d'information sur la recherche et l'enseignement supérieur aux Etats-Unis, publiée par le service culturel de l'Ambassade de France à Washington. Renseignement : Service culturel, Ambassade de France, 4101 Reservoir Road, N.W., Washington, D.C. 20007-2178 (U.S.A.). Tél. : (202) 944-6029.

CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

■ **Guide de films et vidéogrammes scientifiques et techniques pour grand public** par le Comité d'action et d'entraide sociales du C.N.R.S., le Centre régional de culture scientifique — Ile de France-Sud, la Cité des sciences et de l'industrie, la Fondation 93, le ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur et le Palais de la découverte avec le soutien du ministère de la Culture et de la Communication. 320 p. 165 F. En vente à la librairie de la Cité des sciences et de l'industrie, à la librairie du Palais de la découverte et à la Fondation 93. Peut être commandé au C.A.E.S. du C.N.R.S., 17, avenue de Choisy, 75013 Paris. Tél. : 45.84.12.55, poste 3213.

NOUVELLES TECHNOLOGIES

■ **CD-ROM : édition optique,** Microsoft Press, Editions du PSI, 1987, 268 p. 235 F.

ARTISTE

■ **La condition sociale de l'artiste : XVI^e - XX^e siècles.** Actes du colloque du groupe des chercheurs en histoire moderne et contemporaine du C.N.R.S., 12 octobre 1985-1987, 135 p. Publié par le Centre inter-disciplinaire d'études et de recherches sur l'expression contemporaine, Université de Saint-Etienne, 2, rue Tréfilerie, 42000 Saint-Etienne. Tél. : 77.25.22.02.

Directeur de la publication : Michel Boyon. Rédaction : Annick Arnaud-Mispelblom. Mission de la recherche et de la technologie, ministère de la Culture et de la Communication, 2, rue Jean-Lantier, 75001 Paris. tél. : (1) 42.33.99.84. Imprimerie du ministère de la Culture et de la Communication. Numéro de commission paritaire : 1290 AD. ISSN 0765-5891.

NOM _____ PRENOM _____

ORGANISME _____

ADRESSE N° _____ RUE, AV., BD _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PAYS _____

ADRESSE N° _____ RUE, AV., BD _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PAYS _____

A l'occasion de l'année 1988, la mission de la Recherche et de la Technologie réactualise son fichier des destinataires de la lettre Culture et Recherche. Afin de permettre un acheminement régulier du bulletin à venir, nous vous demandons instamment de remplir ce formulaire en sélectionnant l'adresse à laquelle vous désirez recevoir Culture et Recherche. Sans réponse de votre part, nous serions dans l'obligation d'arrêter votre abonnement. Ce formulaire est à envoyer à la mission de la recherche et de la technologie, « fichier Culture et Recherche », 2, rue Jean Lantier, 75001 Paris.